

Note de service n° 91-073 du 25 mars 1991

(Education nationale, Jeunesse et Sports : bureau DGF 4)

Texte adressé aux recteurs, aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Education nationale, aux directeurs généraux et directeurs des établissements publics relevant du ministère de l'Education nationale.

Cessation progressive d'activité instituée par l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982. (Conditions d'admission à la retraite).

NOR : MENF9150132N

[...]

II. RAPPEL DE CERTAINES CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ORDONNANCE N° 82-297 DU 31 MARS 1982 MODIFIÉE

Conditions d'admission à la retraite

L'admission à la retraite est prononcée au plus tard à la fin du mois au cours duquel les agents concernés réunissent les conditions requises pour obtenir une pension à jouissance immédiate.

Toutefois, les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation peuvent demander le report de leur départ à la retraite jusqu'à la fin de l'année scolaire et universitaire.

Il résulte de ces dispositions que les fonctionnaires disposent des possibilités suivantes :

Départ à la retraite le jour où ils remplissent les conditions pour bénéficier d'une pension à jouissance immédiate.

Dans ce cas, conformément à l'article R 96 du Code des pensions civiles et militaires, leur traitement est continué jusqu'à la fin du mois, déduction faite de l'indemnité de 30 % dont l'attribution est liée à l'exercice effectif des fonctions.

Départ à la retraite le premier jour du mois qui suit la date à laquelle ils remplissent les conditions.

Pour les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, prolongation d'activité jusqu'à la fin de l'année scolaire avec radiation des cadres le 1^{er} août de l'année considérée.

A cet égard, toute demande de prolongation d'activité ne peut être formulée que pour l'intégralité de l'année scolaire.

Je rappelle par ailleurs que, conformément aux dispositions de la circulaire n° 90-151 du 12 juillet 1990 (BO n° 29 du 19 juillet 1990), un agent qui atteindrait les conditions nécessaires à la jouissance immédiate de sa pension le premier jour d'un mois quelconque doit être mis à la retraite soit ce même jour, soit éventuellement, le 1^{er} août suivant. S'il atteint les conditions précitées un premier septembre, il ne saurait être autorisé à rester en fonctions ni jusqu'à la fin du mois, ni jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Vous voudrez bien informer les personnels concernés de ces dispositions.

(BO n° 13 du 28 mars 1991.)

SIGNALE : Certaines références à des lois, règlements ou instructions contenues dans le présent texte sont susceptibles d'avoir été abrogées et, le cas échéant remplacées, par des références nouvelles (codes, lois, règlements ou instructions postérieurs).